NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Rouge Emeraude

Bulletin du Comité du Pays Malouin du Nouveau Parti Anticapitaliste

N°32
septembre 2017

comité NPA
du pays malouin:
npasaintmalo@gmail.com

Ordonnances contre le droit du travail: TOUS ET TOUTES DANS LA RUE LE 12 SEPTEMBRE !

Le pire était à craindre, il est dans les cinq ordonnances présentées le 31 août par le gouvernement Macron. Pour l'empêcher, il n'y aura que notre mobilisation et notre unité.

Les exigences du Medef par ordonnances

Pour le Medef, il faut en finir avec le Code du travail, qu'il ne soit plus une garantie commune à tous les salariéEs. L'inversion de la hiérarchie des normes permet que soient mis en place au niveau des branches des contrats courts, des contrats de chantiers… plus précaires encore que les CDD et l'intérim. Les entreprises peuvent imposer des rémunérations et primes inférieures à ce qui est prévu par la convention collective de la branche.

La rupture conventionnelle collective ou l'appréciation de la santé économique d'un groupe multinational sur le seul territoire français permettent de licencier beaucoup plus facilement.

Les outils de défense des salariéEs sont également attaqués. Le tribunal des prud'hommes est désarmé par les barèmes qui réduisent drastiquement les indemnités en cas de licenciement illégal et par la réduction des délais de recours. La fusion du CHSCT, des délégués du personnel et du CE ou le référendum d'initiative patronale livrent les salariéEs au bon vouloir patronal.

Tous ensemble le 12 septembre

Saint-Malo: rassemblement à 11h à la médiathèque

Macron veut aller vite et boucler l'affaire avant la fin septembre. Il se plaint que « La France n'est pas réformable », il sait bien que sa loi travail est majoritairement rejetée, que les résistances sont nombreuses. Malgré le passage en force par les ordonnances, il est possible de faire retirer ces textes scélérats, comme le mouvement de la jeunesse avait fait retirer le Contrat Première Embauche.

Pourtant, en cette rentrée, les salariés manquent cruellement d'une stratégie pour s'unir et gagner : certains syndicats ne veulent pas mobiliser, Mélenchon prépare le 23 septembre alors qu'il faudrait construire un front commun de lutte, un front de résistance sociale et démocratique, unir toutes les forces syndicales, politiques, associatives, militantes, faire converger tous les secteurs des salarié.e.s du privé comme du public, précaires, privéEs d'emplois et retraitéEs, jeunes... pour préparer et réussir la journée de grève et de manifestations du 12 septembre et préparer ses suites.

Une stratégie pour gagner

Seul un rapport de force global peut empêcher Macron d'appliquer son programme et celui du Medef. Ce rapport de force ne peut venir que de la convergence de plusieurs facteurs : **un mouvement de grève massif du monde du travail, qui bloque l'économie et le pays, la mobilisation de la jeunesse, et de multiples formes d'auto-organisation dans les quartiers, sur les lieux d'études comme dans les entreprises.**

Il faudra d'autres échéances de mobilisation, d'autres rendez-vous, d'autre dates de manifestation, rapidement après le 12 septembre. Dans les lieux de travail, dans les quartiers, dans les lieux d'études, discutons-en.

Ce gouvernement est issu d'un hold-up démocratique : élu avec 16% des voix, il veut imposer une politique au service du grand patronat, décider à la place de ceux qui font tourner la société. Ordonnances, état d'urgence, réduction des APL, sélection dans les universités, baisse de l'impôt sur la fortune, moyens totalement insuffisants dans l'éducation, suppression des cotisations salariales remplacées par la CSG… ça ne peut plus durer ! **Si nous ne l'arrêtons pas, ce gouvernement est prêt à casser l'ensemble des droits des salariés et des classes populaires.** Il faut donc lui infliger une défaite le plus vite possible, et imposer un autre projet de société.

SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR LE SITE INTERNET LOCAL DU
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
http://www.anticapitaliste-35.org
et http://www.facebook.com/NpaSaintMalo

RETOUR SUR LA SEQUENCE LEGISLATIVE

7ème Circonscription
(Saint-Malo, Dinard, Dol, Cancale….)

Dans le contexte politique issu de l'élection présidentielle, point n'était besoin d'être grand clerc pour prévoir ce qui se passerait avec une division de la gauche telle qu'on l'a connue nationalement et localement lors du premier tour de la législative.

C'est ainsi que sans aucun mérite, nous écrivions dans notre numéro 31 (mai 2017) que « ***sans unité, la gauche sera absente du second tour dans la 7ème circonscription*** ». Ca n'a pas loupé !

L'arithmétique électorale a eu en effet raison de l'aveuglement des uns et des vieilles combines politiques des autres et, désormais, nous sommes devant un véritable champ de ruines. Mesurons quand même que les 5 candidats de gauche n'ont réuni ensemble que 8720 voix. En 2012, la gauche en avait totalisé plus de 20.000 lors du 1er tour…

Et, hormis l'élection au 1er tour de Couanau en 2002, il faut remonter aux années 1970 pour voir la gauche exclue du second tour dans la circonscription.

On nous objectera sûrement que l'échec local n'est que la déclinaison des tendances nationales. N'empêche que ce désastre est d'abord la conséquence de l'abstention massive de l'électorat populaire qui n'a pu voir un réel espoir se concrétiser à gauche.

Il ne nous reste plus qu'à espérer que les candidat-es et les organisations qui se sont accrochés à leurs vieilles postures, réfléchissent pour le présent et pour l'avenir.

Pour le présent, parce qu'il importe maintenant de se mobiliser pour faire échecs aux lois régressives que nous inflige le nouveau pouvoir, que ce soit en matière sociale, fiscale, environnemental ou démocratique.

Pour l'avenir, dans le sens où il faut absolument changer de pratiques en permettant aux citoyen-nes de s'emparer des questions politiques, non seulement à l'occasion des échéances institutionnelles mais de manière permanente.

3ème Circonscription
(Combourg, Tinténiac, Montfort, Rennes-Villejean….)

Les comités rennais et du pays malouin du NPA avaient décidé conjointement de présenter des candidatEs dans cette circonscription où les macronistes n'opposaient pas de concurrent au député PS sortant.

Certes le résultat de nos camarades Sophie Planté et Pierre Chapa fut modeste (0,73%) mais, dans un contexte d'abstention massive (52% d'exprimés), on a remarqué une progression significative en nombre de voix par rapport à 2012 (+103 voix) de même que Lutte Ouvrière (+116) contrairement au PCF (-598).

Mais au dela du score électoral, l'important a été la réussite de notre campagne qui a permis d'entrer en contact, après la candidature de P. Poutou à la présidentielle, avec nombre de salariés, retraités, chômeurs notamment sur le quartier de Rennes Villejean et dans le canton de Combourg, et d'appuyer notre message autour de trois points:

1. refus de la casse du code du travail par la nouvelle loi travail.
2. soutien à la cause des migrants.
3. abandon immédiat du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes

EPILOGUE: Le député élu au 2ème tour, seul député élu sous l'étiquette Parti Socialiste en Bretagne—il est vrai sans opposant-e macroniste— s'est inscrit au groupe parlementaire La République en Marche !

BREVES DE PONTONS

Ouest-France du 10 juin publiait un article sur la galère d'une salariée, employée dans une pharmacie de la région, en butte au harcèlement du nouveau patron de l'officine où elle travaille depuis plusieurs années. Cette affaire illustre parfaitement ce qu'il adviendra de ces salariéEs de petites entreprises si les ordonnances travail rentre en application et font « sauter » toutes les garanties qu'institue encore le Code du Travail et les conventions collectives.

Ouest-France du 29 août se fait l'écho des rassemblements de prière et de chants religieux que des catholiques locaux tiennent désormais chaque samedi matin près de la croix de mi-grève. Curieusement, on n'a pas entendu de protestations de la droite et de l'extrême-droite qui habituellement « s'émeuvent » de l'occupation de l'espace public lorsque des musulmans prient à l'extérieur par défaut de lieux de culte. Et pourtant, en l'occurrence, les catholiques malouins disposent d'imposant parc d'édifices religieux, par ailleurs largement entretenu à coup de subvention publiques…

Harvey – Irma : la pauvreté tue davantage que les cyclones

Les catastrophes naturelles qui ont frappé les Antilles et la Floride posent plusieurs problèmes. D'une part, le rôle du réchauffement climatique lié à une production industrielle intensive qui a le profit pour seul objectif. Si on ne peut être certain qu'il en est la cause directe aujourd'hui, ce réchauffement aggravera sans aucun doute ces catastrophes dans l'avenir.

D'autre part, nous constatons que les états les plus riches du monde, comme les Etats-Unis et la France, s'ils sont capables de bombarder n'importe quel point du globe et d'y envoyer des troupes, s'avèrent incapables de mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour anticiper les catastrophes naturelles et secourir convenablement leurs propres population, que ce soit en Floride ou à Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Enfin, comme toujours, ce sont les pauvres qui souffrent le plus de ces catastrophes. Ils logent dans les habitations les plus précaires, voire des bidonvilles, comme ces milliers de travailleurs haïtiens venus à Saint-Martin construire des hôtels et des villas de luxe. Pas question pour eux de payer un billet d'avion pour être évacué rapidement, et où iraient-ils ?

Mais les médias n'en parlent que pour évoquer les « pillards » qui sont en réalité dans leur majorité des gens à la recherche d'eau et de nourriture.

Où va le Vénézuela ?

La situation du Vénézuela, marquée par la crise économique, les pénuries et les émeutes est l'objet de polémiques dans les milieux de gauche et d'extrême gauche. D'un côté, il y a ceux qui considèrent que le président Maduro est en passe de devenir un dictateur, de l'autre ceux qui le voient comme le chef d'un Etat, sinon socialiste, progressiste, en butte aux agressions de la bourgeoisie vénézuélienne et de l'impérialisme américain qui manipulerait les émeutiers.

Maduro est le successeur de Chavez, un militaire qui avait acquis une grande popularité en distribuant à la population, sous des formes diverses (éducation, santé, subventions), une partie des recettes pétrolières, à l'époque où le cours du pétrole était au plus haut. Le Vénézuela est en effet étroitement dépendant du pétrole qui représente 90 % de ses exportations. Mais, si les revenus tirés du pétrole ont servi pour une part à améliorer un peu le sort d'une partie de la population pauvre, ils ont aussi permis à une nouvelle bourgeoisie, surnommée la « bolibourgeoisie », de s'enrichir, en particulier les cadres d'une armée pléthorique. On compte par exemple 2000 généraux au Vénézuéla contre 500 en France, pourtant deux fois plus peuplée. Les militaires gèrent ainsi une large partie de l'économie. Et Chavez , en dépit de ses grands discours, ne s'est jamais attaqué ni au système capitaliste ni à l'impérialisme : il a payé sans rechigner la dette du Vénézuela aux banques mondiales, vendu une grande partie du pétrole aux Etats-Unis et même des richesses minières à des multinationales. Il n'a pas sorti son pays de sa dépendance au pétrole.

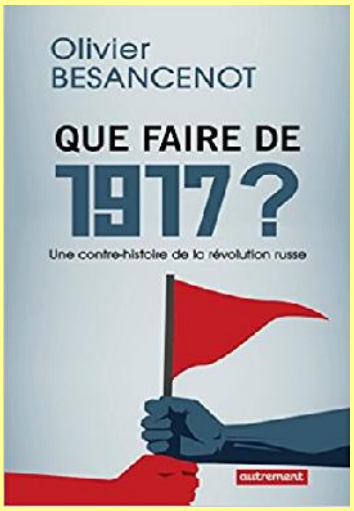
La chute des cours du pétrole n'a pas permis à Maduro de poursuivre cette politique de redistribution d'une partie des richesses. Le fossé s'est creusé entre riches et pauvres. La misère, le chômage, la délinquance, la corruption sont des fléaux terribles que la population ne supporte plus. Dans ces conditions, **ce n'est pas seulement la droite qui descend dans la rue mais une partie des classes populaires**. Maduro, qui n'a pas réussi à obtenir la majorité au parlement, a créé une assemblée constituante plus docile. Mais il n'entend pas utiliser celle-ci pour prendre des mesures radicales permettant d'améliorer le sort de la population en s'emparant des entreprises et des richesses de la bourgeoisie. Il ne l'utilise que pour conserver le pouvoir. On ne peut pas parler pour autant de dictature, ne serait-ce que parce qu'une grande partie des médias sont possédés par l'opposition. Mais le régime devient de plus en plus autoritaire.

Trump a prononcé des menaces contre le Vénézuela, alors que de véritables dictatures comme celle d'Arabie saoudite ne le dérangent nullement. Si les Etats unis se lançaient dans une intervention militaire, cette agression susciterait certainement des réactions hostiles dans toute l'Amérique latine. Il est très peu probable que Trump s'y risque et ses rodomontades ont plutôt rendu service à Maduro en le faisant apparaître comme un combattant anti impérialiste. Mais, en pratique, les Etats unis continuent à acheter le pétrole vénézuelien.

Dénoncer les manoeuvres de l'impérialisme et de la droite vénézuelienne n'implique pas de soutenir Maduro et sa politique. Une grande partie de la population est aujourd'hui passive face aux affrontements. La seule solution pour sortir de l'impasse, c'est l'organisation des classes populaires sur la base de leurs propres intérêts.

En anticipation des «commémorations » du centenaire de (des) révolution-s russe-s de 1917—dont nous reparlerons évidemment dans nos prochains numéros - notre camarade Olivier BESANCENOT vient de publier sur le sujet un essai qui « revisite » la question au sens où à l'inverse de l'historiographie classique, il traite ces événements majeurs du XXème siècle « par en bas », c'est-à-dire en partant de la vision et de l'intervention du peuple.

A n'en pas douter, cette contribution renouvelle la question et alimentera les débats à venir.



A lire…

Et tant qu'à faire, procurez-vous le livre (17€) auprès des militant-es ou de notre librairie La Brèche, **http://www.la-breche.com**

Qualité de l'air, politique d'urbanisme, démocratie locale....: avis de tempête sur Saint-Malo

L'inauguration de la nouvelle ligne ferroviaire LGV qui met Paris à 2h30 de Saint-Malo, a donné lieu à **une manifestation populaire inédite et remarquée de contestation de la politique municipale,** le 2 juillet à la gare.

Certes, les thèmes de contestation étaient divers: pollutions olfactives et poussières liées aux activités portuaires et industrielles, projets d'urbanisme (tour de la gare, construction d'un lotissement au jardin de la Louisiane, complexe hôtelier dans l'ancien camping des Nielles....); certes, les motivations politiques étaient évidemment distinctes entre les militantEs d'Osons (dont nous sommes) et les nostalgiques de l'équipe Couanau, en concurrence sur la question du « Sémaphore » avec l'ultra-droite du « *Cercle des Actifs malouins* ».

Il n'empêche que cet épisode a témoigné de l'ampleur du ras-le-bol de la population vis-à-vis du mode de gestion des dossiers municipaux, par une équipe qui pense que dès lors qu'elle a été élue (faut-il le rappeler, par seulement 25% des malouins !), elle peut décider—sans concertation— de tout (y compris de ce qui n'était pas annoncé dans son programme).

Qu'elle prenne garde cette municipalité pour qui le business de ses mentors commerciaux, promoteurs immobiliers et industriels vaut plus que le bien vivre de ses habitantEs permanents et pousse les classes populaires hors de la ville ! Le vent se lève et **une opposition peut se coaguler autour de toute modification à venir du plan local d'urbanisme (PLU)** dont on apprend par ailleurs que certaines peuvent dissimuler également des intérêts très concrets et très privés.

Soyons vigilants et actifs sur ces aspects de démocratie locale.

Prochaines étapes: le 21 septembre, jour du conseil municipal, mobilisation contre la validation de la 31ème révision du PLU; abandon du projet de construction à la Louisiane. Nous espérons cet abandon, nous le voulons avec les riverains, Osons et les centaines d'habitantEs du quartier de la Découverte et de Bellevue !

L'association Québriac Migrants Solidarité a décidé de se mobiliser pour soutenir Karine K..
Karine K. est arrivée d'Arménie il y a 4 ans. Elle vit et est parfaitement intégrée sur cette commune. Déboutée du droit d'asile, elle a déposé le 29 février 2016 (il y a plus d'un an et demi!) un dossier de régularisation.
Depuis aucune réponse, ni positive, ni négative de la préfecture. Cela est inadmissible!! Karine a déjà du refuser deux embauches car elle n'a pas de carte de séjour. Elle est donc obligée de vivre avec 400 euros par mois pour elle, son mari et ses enfants.
L'association se mobilisera le vendredi 22 septembre 2017 pour que la préfecture étudie enfin son dossier et pour obtenir sa régularisation.
Joignez-vous au **rassemblement de soutien festif le 22 septembre à 19h devant la mairie de Québriac**. Il y aura des prises de parole, un concert et un barbecue à disposition où chacun pourra amener ses grillades.
Il faut réussir cette mobilisation en faisant que tous les amis de Québriac Migrants Solidarité, et plus largement, tous les citoyens sensibles à la cause des migrants soient présents.
Faites circuler cette information le plus largement possible à tous vos contacts

EPR, STOP!

L'Autorité de Sûreté Nucléaire a rendu le 28 juin un premier avis provisoire pour la cuve de l'EPR de Flamanville : elle reconnaît que la cuve n'est pas conforme mais pourrait néanmoins être utilisée si le citoyen accepte le risque de sa rupture et donc de catastrophe nucléaire. Cet avis a été rendu sous une très forte pression des milieux financiers et économiques.

Pour ne pas porter seule la responsabilité de cet avis qui sacrifie la sûreté sur l'autel financier, l'ASN a lancé une consultation publique par Internet durant l'été. Le gouvernement prendra sa décision concernant la cuve, après l'avis de l'ASN, en octobre.

Nos gouvernants tentent par un coup de poker de sauvegarder « la grandeur de la France nucléaire » et d'assurer à l'EPR un débouché sur la scène du commerce international. Tout cela bien sûr, au risque de sacrifier notre sécurité, notre santé, notre porte-monnaie, notre avenir.

Aussi mobilisons-nous pour l'abandon de ce chantier désastreux.

Avec le Collectif Anti-Nucléaire Ouest, **"SDN – Pays de Saint-Malo" appelle à participer à la manifestation STOP EPR du samedi 30 septembre à Saint-Lô**, préfecture de la Manche.

Un départ en bus est organisé.

Contact: sdnpaysdestmalo@gmail.com.